

## Plan Local d'Urbanisme

Révision du PLU prescrite le 14 novembre 2016, arrêtée le 29 avril 2019

### Servitude – I3



DOSSIER APPROUVÉ LE :

Vu pour être annexé à la délibération,  
Monsieur le Maire



## GAZ

### I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz.

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes.

Loi du 15 juin 1906 (art. 12) modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1958 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que des conditions d'établissement desdites servitudes.

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'énergie et des matières premières, direction du gaz et de l'électricité et du charbon).

### II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes bénéficient aux ouvrages déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) à savoir :

- canalisations de transport de gaz et installations de stockage souterrain de gaz combustible ;
- canalisations de distribution de gaz et installations de stockage en surface annexes de la distribution.

La déclaration d'utilité publique en vue de l'exercice des servitudes, sans recours à l'expropriation, est obtenue conformément aux dispositions du chapitre III du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985. Elle est prononcée soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés, soit par arrêté du ministre chargé du gaz ou par arrêté conjoint du ministre chargé du gaz et du ministre chargé de l'urbanisme, selon les modalités fixées par l'article 9 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet, par l'intermédiaire de l'ingénieur chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires intéressés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés, les travaux projetés (art. 13 du décret du 11 juin 1970).

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

*Remarque :* dans la plupart des cas, il est passé entre le concessionnaire et les propriétaires intéressés des conventions de servitudes amiables. Ces conventions remplacent les formalités mentionnées ci-dessus et produisent les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du projet de détail des tracés (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967).

## B. - INDEMNISATION

Des indemnités ne sont dues que s'il y a eu préjudice. Elles sont versées au propriétaire ou à l'exploitant pour le dédommager des troubles temporaires qu'il doit subir pendant l'exécution des travaux de pose. Si le propriétaire lorsqu'il est distinct de l'exploitant, ou l'exploitant lui-même, peut faire valablement état d'un préjudice permanent, une indemnité lui sera également versée. En fait, les canalisations de gaz une fois posée n'entraînent pratiquement aucun dommage permanent en dehors d'un droit de surveillance dont dispose le transporteur ou le distributeur (qui s'exerce environ une fois par an).

Les indemnités sont versées en une seule fois.

En cas de litige, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation, conformément aux articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1967 (art. 20 du décret du 11 juin 1970).

Elles sont à la charge du transporteur ou du distributeur.

## C. - PUBLICITÉ

Se référer à la même rubrique de la fiche « électricité ».

# III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

## A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

### 1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Droit pour le bénéficiaire de procéder à des abattages d'arbres ou à des élagages de branches lors de la pose des conduites.

### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1° Obligations passives

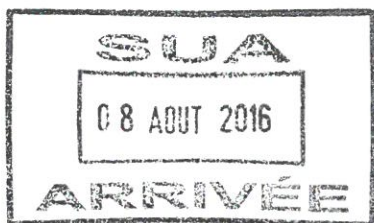
Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

## **2° Droits résiduels du propriétaire**

Les propriétaires dont les terrains sont traversés par une canalisation de transport de gaz (servitude de passage) conservent le droit de les clore ou d'y élever des immeubles à condition toutefois d'en avertir l'exploitant.

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux de terrassement, de fouilles, de forage ou d'enfoncement susceptibles de causer des dommages à des conduites de transport, leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions d'un arrêté-type pris par le ministre de l'industrie.





DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA  
MER DE LA VENDEE  
19 Rue Montesquieu  
BP 60827  
85021 La Roche-sur-Yon Cédex

A l'attention de Mme Adeline FLOCZEK

VOS RÉF. : SUA/PAC/AF n°2016/14  
NOS RÉF. : LT-PLUPAC / RPL / YBO / U2016-000273  
INTERLOCUTEUR : Yann BOUQUIN Tel : 02 40 38 87 96 Fax : 02 40 38 85 85  
COURRIEL : BLG-GRT-DO-PECA-TTU-RPL@grtgaz.com  
OBJET : Porter à Connaissance Intercommunal - Communauté de Communes du Pays de Saint Gilles Croix de Vie  
COMMUNES IMPACTÉES : SAINT REVEREND ; SAINT MAIXENT SUR VIE ; SAINT HILAIRE DE RIEZ ; SAINT GILLES CROIX DE VIE ; NOTRE DAME DE RIEZ ; LANDEVIEILLE ; LE FENOUILLE ; COMMEQUIERS ; L'AIGUILLON SUR VIE

Nantes, le 2 août 2016,

Madame,

En réponse à votre demande du 02/08/2016 relative à l'élaboration du Porter à connaissance du PLUi mentionné ci-dessus, nous vous informons que le territoire des communes de SAINT REVEREND ; SAINT MAIXENT SUR VIE ; SAINT HILAIRE DE RIEZ ; SAINT GILLES CROIX DE VIE ; NOTRE DAME DE RIEZ ; LANDEVIEILLE ; LE FENOUILLE ; COMMEQUIERS ; L'AIGUILLON SUR VIE est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel haute pression. *"communauté"*

Nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli une fiche de renseignements caractérisant nos ouvrages ainsi que 2 annexes précisant les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) et Servitudes d'implantation des ouvrages qui s'y rattachent.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir, pour consultation, le projet de PLUi Arrêté, avec le plan de zonage, afin que nous puissions vous faire part de nos observations éventuelles.

En cas de choix d'aménagement dans les SUP (lotissement, création de ZAC...), nous souhaitons être associés à toute réunion relative au projet, afin d'étudier en amont les interactions entre ce futur projet et nos ouvrages.

Restant à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez utile, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Responsable du Département Maintenance, Travaux Tiers & Données  
Laurent MUZART

Copie : Mairie  
PJ : Annexe 2 de l'Arrêté du 5 mars 2014

**ATTENTION : Cette réponse ne concerne que les ouvrages de transport de gaz naturel haute pression exploitées par le GRTgaz à l'exclusion des conduites d'Enedis, GrDF ou celles d'autres concessionnaires.**

→ AF.



**Fiche de renseignement sur les ouvrages GRTgaz existants et en projet sur le  
Territoire de la Communauté de Communes du Pays de Saint Gilles Croix de Vie**

SAINT REVEREND - SAINT MAIXENT SUR VIE - SAINT HILAIRE DE RIEZ - SAINT GILLES CROIX DE VIE -

NOTRE DAME DE RIEZ - LANDEVIEILLE - LE FENOILLER - COMMEQUIERS - L'AIGUILLON SUR VIE

## 1. PRESENTATION DES OUVRAGES EXISTANTS EXPLOITES PAR GRTGAZ

Les communes de SAINT REVEREND ; SAINT MAIXENT SUR VIE ; SAINT HILAIRE DE RIEZ ; SAINT GILLES CROIX DE VIE ; NOTRE DAME DE RIEZ ; LANDEVIEILLE ; LE FENOILLER ; COMMEQUIERS et L'AIGUILLON SUR VIE sont traversée par plusieurs canalisations de transport de gaz naturel sous pression, exploitées par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

Canalisation	DN	PMS
CHALLANS _ LA CHAPELLE ACHARD	200	67,7
BRT SAINT HILAIRE DE RIEZ	100	67,7
BRT COMMEQUIERS	80	67,7
BRT COMMEQUIERS	50	67,7
BRT L'AIGUILLON SUR VIE	100	67,7
BRT LANDEVIEILLE	100	67,7
BRT LANDEVIEILLE	80	67,7
SAINT REVEREND _ SAINT GILLES CROIX DE VIE	100	67,7
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	100	67,7
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	80	67,7

*DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service*

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriété de GRTgaz. Il s'agit des ouvrages suivants :

<b>Installations annexes du réseau de transport (postes, sectionnements, stations)</b>
POSTE DE SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE
POSTE DE SAINT HILAIRE DE RIEZ
POSTE DE SAINT GILLES CROIX DE VIE
POSTE DE LANDEVIEILLE
POSTE DE L'AIGUILLON SUR VIE
POSTE DE COMMEQUIERS



## 2. SERVITUDES D'IMPLANTATION (TABLEAU ANNEXE N°1)

Il y a lieu de se conformer aux dispositions des conventions de servitudes au profit de GRTgaz, qui précisent notamment l'existence d'une **servitude forte**, (ou « *servitude de passage* ») zone non-aedificandi et non sylvandi, pour l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité de la canalisation (Art. L555-27 du Code de l'Environnement);

Canalisation	Servitude Forte globale (en mètres)
CHALLANS _ LA CHAPELLE ACHARD	6
BRT SAINT HILAIRE DE RIEZ	4
BRT COMMEQUIERS	4
BRT COMMEQUIERS	4
BRT L'AIGUILLON SUR VIE	4
BRT LANDEVIEILLE	4
BRT LANDEVIEILLE	4
SAINT REVEREND _ SAINT GILLES CROIX DE VIE	4
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	4
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	4

### Dans cette bande de servitude forte :

- Ne pas engager d'action susceptible de nuire au bon fonctionnement, à la surveillance et la maintenance de nos ouvrages.
- sauf accord préalable de GRTgaz, il n'est autorisé aucune construction, fondation, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,60 mètre de profondeur.
- Les modifications de profil du terrain doivent être soumises à l'accord de GRTgaz dans le cadre du maintien de la côte de charge réglementaire au-dessus de la génératrice supérieure de notre canalisation dans la largeur de cette bande de servitude.
- Seuls les murets de moins de 0,4 m de hauteur et de profondeur sont autorisés.
- Aucune voie de circulation ne pourra être établie sur le tracé de la bande de servitude.
- Le stockage de matériaux dans la bande de servitude de l'ouvrage est à proscrire.
- L'implantation de clôtures doit faire l'objet d'un accord avec GRTgaz.

Cette servitude doit être annexée au plan local d'urbanisme des communes concernées en application de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

## 3. SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE (TABLEAU ANNEXE N°2)

Des servitudes d'utilité publiques sont rattachées à nos ouvrages (code de l'environnement articles L. 555-16 et R. 555-30 b) dans les conditions prévues par les articles R. 555-32 et suivants).

Canalisation	Diamètre Nominal (DN)	Pression Maximale de Service (PMS)	SUP 1 (m)	SUP 2-3 (m)
CHALLANS _ LA CHAPELLE ACHARD	200	67,7 bar	55	5
BRT SAINT HILAIRE DE RIEZ	100	67,7 bar	25	5



BRT COMMEQUIERS	80	67,7 bar	15	5
BRT COMMEQUIERS	50	67,7 bar	15	5
BRT L'AIGUILLON SUR VIE	100	67,7 bar	25	5
BRT LANDEVIEILLE	100	67,7 bar	25	5
BRT LANDEVIEILLE	80	67,7 bar	15	5
SAINT REVEREND _ SAINT GILLES CROIX DE VIE	100	67,7 bar	25	5
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	100	67,7 bar	25	5
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	80	67,7 bar	15	5

Postes	SUP 1 (m)	SUP 2-3 (m)
SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	35	6
SAINT HILAIRE DE RIEZ	35	6
SAINT GILLES CROIX DE VIE	35	6
LANDEVIEILLE	35	6
L'AIGUILLON SUR VIE	35	6
COMMEQUIERS	35	6

Aux abords de chaque canalisation, le préfet arrête un zonage dénommé « zones d'effets ». Ces zones ont valeur de servitudes d'utilité publique (SUP) affectant l'utilisation du sol pour les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH) selon les dispositions suivantes :

- subordonnant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-39, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31, zone dite « SUP n°1 » ;
- interdisant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39, l'ouverture ou l'extension d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur, zone dite « SUP n°2 » ;
- interdisant, dans les zones d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39, l'ouverture ou l'extension d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur, zone dite « SUP n°3 ».

**Il est à noter que seuls les arrêtés préfectoraux les instituant font foi.**

## 4. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

L'obligation de prendre en compte les risques technologiques dans les documents d'urbanisme est inscrite à l'article L 121-1 du code de l'urbanisme.

### 4.1. Les ouvrages de transport de matières dangereuses

Le code de l'environnement Livre V, Titre V chapitre V et l'arrêté du 5 mars 2014 définissant ses modalités d'application, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

d'hydrocarbures et de produits chimiques, définit les dispositions réglementaires concernant les règles d'urbanisation autour des canalisations déclinées dans des servitudes d'utilité publique prises par voie d'arrêté préfectoral.

Le tableau suivant synthétise les restrictions d'urbanisation autour des ouvrages :

Zonage	Phénomène dangereux de référence	Implantation IGH	Implantation ERP
SUP n° 3 : Zone des effets létaux significatifs (Z <sub>ELS</sub> )	Réduit (*)	interdite	– interdite au-delà de 100 personnes
SUP n° 2 : Zone des premiers effets létaux (Z <sub>PEL</sub> )	Réduit (*)	interdite	– autorisation subordonnée à <u>analyse de compatibilité</u> si capacité comprise entre 100 et 300 personnes – <b>Interdite</b> au-delà de 300 personnes
SUP n° 1 : Zone des premiers effets létaux (Z <sub>PEL</sub> )	Majorant	Autorisation subordonnée à <u>analyse de compatibilité</u>	– autorisée si < 100 personnes – autorisation subordonnée à <u>analyse de compatibilité</u> si capacité supérieure à 100 personnes

(\*) La mise en place d'une ou plusieurs mesures compensatoires ayant pour effet de rendre la probabilité du phénomène dangereux de référence majorant inférieure à  $10^{-6}$  par an permet de retenir uniquement le phénomène dangereux de référence réduit.

#### Information sur l'analyse de compatibilité obligatoire

L'«**analyse de compatibilité**», mentionnée à l'article R. 431-16 j) du code de l'urbanisme doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (CERFA N° 15016\*01 : *Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'« analyse de compatibilité » jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

## 4.2 Exigences liées à la présence d'installations classées (ICPE)

Nos ouvrages sont assujettis à l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Le Maître d'ouvrage du projet doit tenir compte, dans l'Etude de Dangers, de l'existence de la canalisation de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur notre ouvrage. La distance d'éloignement requise de ces installations correspond la **Zone d'Effets Dominos** des ouvrages

CANALISATIONS	DN	PMS	Zone d'Effets Dominos Rayon (m)
CHALLANS _ LA CHAPELLE ACHARD	200	67,7	55
BRT SAINT HILAIRE DE RIEZ	100	67,7	35
BRT COMMEQUIERS	80	67,7	30
BRT COMMEQUIERS	50	67,7	30



BRT L'AIGUILLON SUR VIE	100	67,7	35
BRT LANDEVIEILLE	100	67,7	35
BRT LANDEVIEILLE	80	67,7	30
SAINT REVEREND _ SAINT GILLES CROIX DE VIE	100	67,7	35
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	100	67,7	35
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	80	67,7	30

POSTES	Zone d'Effets Dominos Rayon (m)
SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	29
SAINT HILAIRE DE RIEZ	29
SAINT GILLES CROIX DE VIE	30
LANDEVIEILLE	29
L'AIGUILLON SUR VIE	29
COMMEQUIERS	29

*Zone d'Effets Dominos : Zones de dangers définies pour un seuil de 8 kW/m<sup>2</sup>*

#### 4.3 Exigences liées à l'implantation de parcs éoliens

En cas d'implantation de parc éolien sur votre commune, il est nécessaire que GRTgaz procède à un examen approfondi des règles qu'il est indispensable de prendre en compte dans ce type de projet, quelque soit la distance d'éloignement de nos ouvrages. A ce titre, **nous demandons donc que nous soient transmis tous les projets éoliens pour avis.**

### 5. RAPPEL DES DISPOSITIONS RELATIVES POUR TOUS TRAVAUX AU VOISINAGE DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES PAR CANALISATION

Il nous semble opportun de mentionner dans le Porter à connaissance les éléments suivants :

Le Code de l'Environnement – Livre V– Titre V– Chapitre IV impose :

- à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le « Guichet Unique des réseaux » (téléservice [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr)) afin de prendre connaissance des nom et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT),
- aux exécutants de travaux (y compris ceux réalisant les voiries et branchements divers) de consulter également le Guichet Unique des réseaux et d'adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet, une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT.

#### **Pour votre sécurité :**

Nous vous rappelons que les éléments de signalisation de nos ouvrages (bornes, balises, plaques murales) sont implantés à proximité de nos ouvrages : l'estimation de l'implantation de nos ouvrages d'après la position de ces éléments est à proscrire. Seule une détection réalisée par un agent agréé de GRTgaz permet de valider l'implantation exacte de nos canalisations.



## 6. SUIVI ET COMMUNICATION

L'adresse de nos Services pour les consultations devant apparaître dans l'annexe des Servitudes:

**GRTgaz - POLE EXPLOITATION CENTRE ATLANTIQUE**  
**Service Travaux Tiers & Urbanisme**  
**10 Quai Emile Cormerais - CS10002**  
**44801 Saint Herblain Cedex**





## Annexe n° 1 : Servitudes d'Implantation des ouvrages

Ces servitudes ont été instituées par arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique.

Il y a lieu de se conformer aux dispositions des conventions de servitudes qui précisent notamment l'existence d'une **servitude forte**, (ou « *servitude de passage* ») zone non-aedificandi et non sylvandi, pour l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité de la canalisation (Art. L555-27 du Code de l'Environnement);

Canalisation	DN	PMS	Servitude Forte globale (mètres)
CHALLANS _ LA CHAPELLE ACHARD	200	67,7	6
BRT SAINT HILAIRE DE RIEZ	100	67,7	4
BRT COMMEQUIERS	80	67,7	4
BRT COMMEQUIERS	50	67,7	4
BRT L'AIGUILLON SUR VIE	100	67,7	4
BRT LANDEVIEILLE	100	67,7	4
BRT LANDEVIEILLE	80	67,7	4
SAINT REVEREND _ SAINT GILLES CROIX DE VIE	100	67,7	4
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	100	67,7	4
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	80	67,7	4

### Dans cette bande de servitude forte :

- sauf accord préalable de GRTgaz, il n'est autorisé aucune construction, fondation, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturelle descendant à plus de 0,60 mètre de profondeur.
- Les modifications de profil du terrain doivent être soumises à l'accord de GRTgaz dans le cadre du maintien de la côte de charge réglementaire au-dessus de la génératrice supérieure de notre canalisation dans la largeur de cette bande de servitude.
- Seuls les murets de moins de 0,4 m de hauteur et de profondeur sont autorisés.
- Aucune voie de circulation ne pourra être établie sur le tracé de la bande de servitude.
- Le stockage de matériaux dans la bande de servitude de l'ouvrage est à proscrire.
- L'implantation de clôtures doit faire l'objet d'un accord avec GRTgaz.



## Annexe n° 2 : Servitudes d'utilité publique

Ces servitudes sont instituées par arrêté préfectoral.

Canalisations	Diamètre Nominal (DN)	Pression Maximale de Service (PMS)	SUP 1 (m)	SUP 2-3 (m)
CHALLANS _ LA CHAPELLE ACHARD	200	67,7 bar	55	5
BRT SAINT HILAIRE DE RIEZ	100	67,7 bar	25	5
BRT COMMEQUIERS	80	67,7 bar	15	5
BRT COMMEQUIERS	50	67,7 bar	15	5
BRT L'AIGUILLON SUR VIE	100	67,7 bar	25	5
BRT LANDEVIEILLE	100	67,7 bar	25	5
BRT LANDEVIEILLE	80	67,7 bar	15	5
SAINT REVEREND _ SAINT GILLES CROIX DE VIE	100	67,7 bar	25	5
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	100	67,7 bar	25	5
BRT SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	80	67,7 bar	15	5

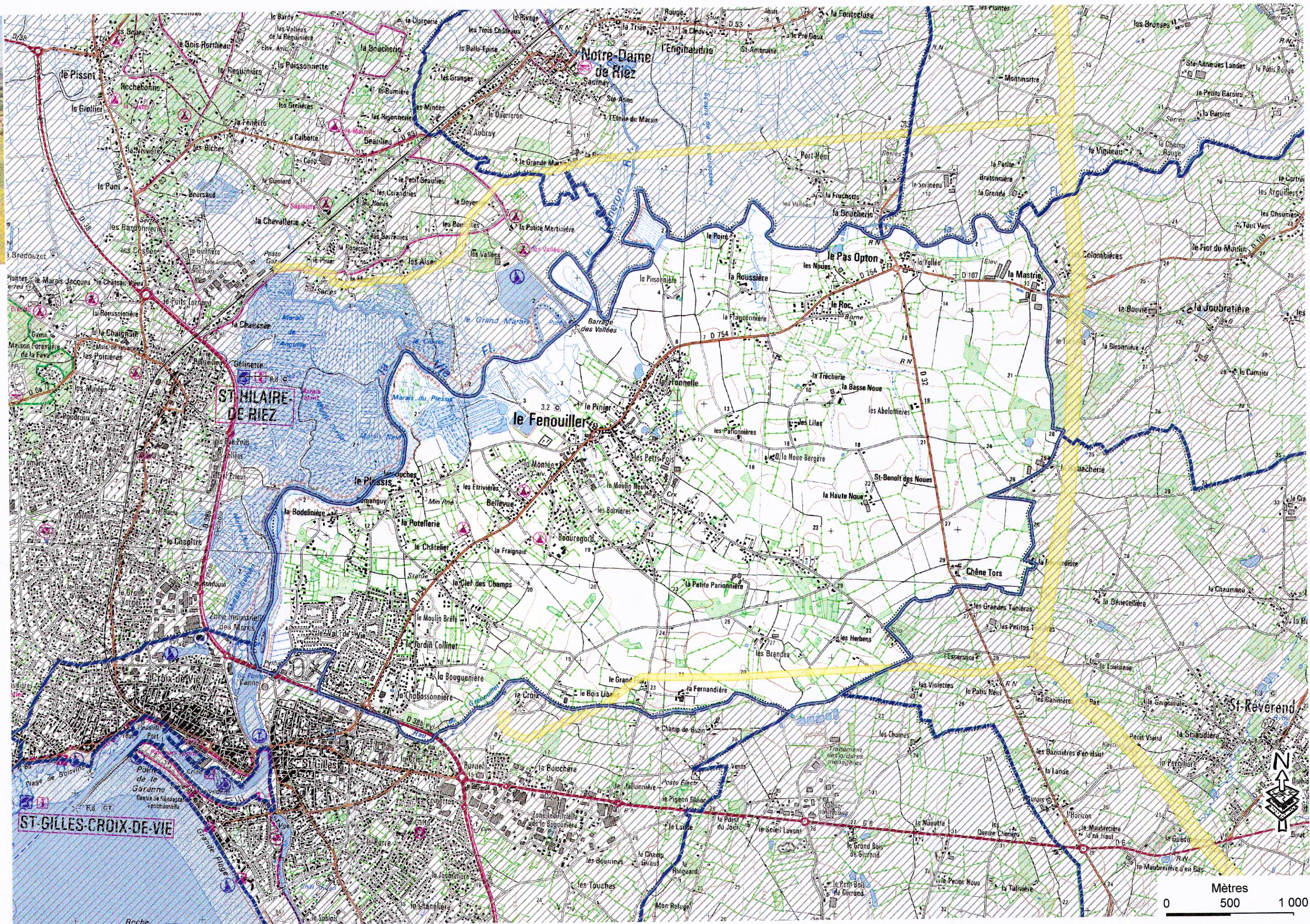
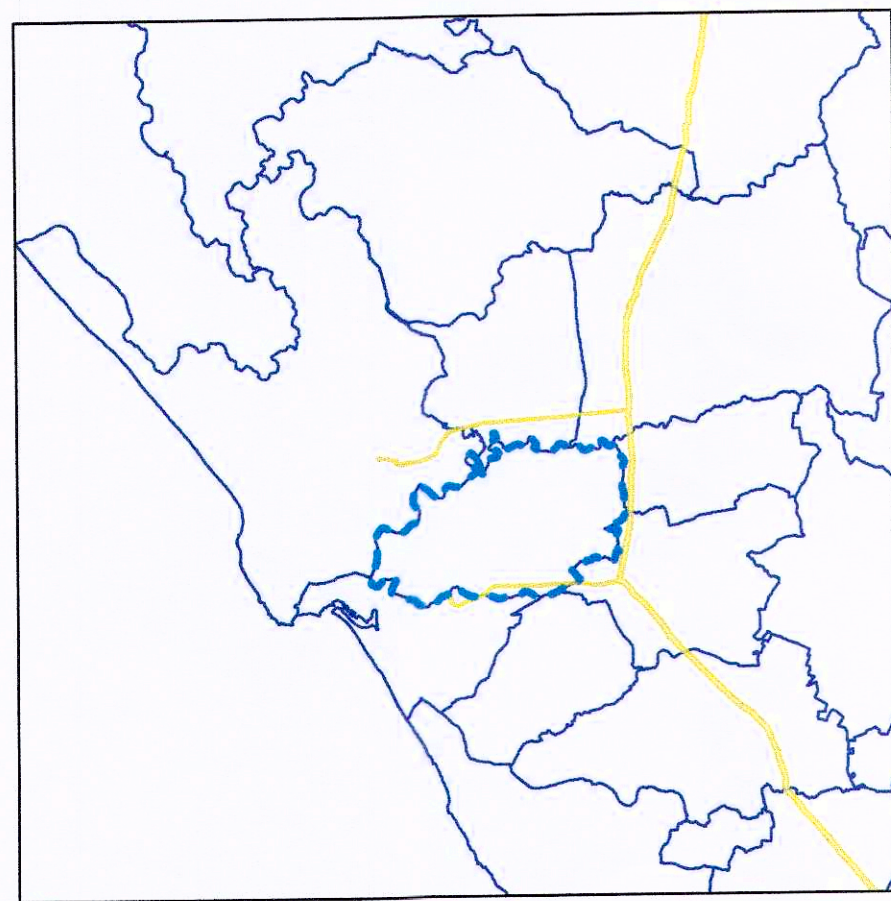
Postes	SUP 1 (m)	SUP 2-3 (m)
POSTE DE SAINT REVEREND LA GUEDONNIERE	35	6
POSTE DE SAINT HILAIRE DE RIEZ	35	6
POSTE DE SAINT GILLES CROIX DE VIE	35	6





## Ouvrages et Réseaux Haute Pression

### Carte de la commune de Le Fenouiller



## POUR VOTRE SECURITE COLLECTIVITES, PROFESSIONNELS ou PARTICULIERS

Avant **Tous Travaux** et **Projets de Travaux** vous devez conformément au décret 2011 -1241 du 5 octobre 2011 et en application du code d l'environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV :

Consulter le Guichet Unique :



En effet, Le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux ( [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) afin de prendre connaissance des nom s et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT) . Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) . Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, aucun terrassement ne peut être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT.

Dans le cadre **des projets d'urbanisme** :

Adressez les à :

GRTgaz - Pôle Exploitation Centre-Atlantique  
Service Travaux Tiers et Urbanisme

Site Nantes  
10 Quai Emile Cormerais  
CS 10002  
44801 SAINT HERBLAIN Cedex

Site Angoulême  
62 rue de la Brigade Rac  
ZI Rabion  
16023 ANGOULEME Cedex

Car en application du Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre V, du Code de l'Urbanisme et au regard de la Circulaire BSEI n006-254 relative au porter à connaissance, nous vous invitons à nous consulter dans le cadre de l'instruction des projets d'urbanisme.

Pour les canalisations en contrat de maintenance GRDF :

- Les DT/DICT doivent être envoyées à GrDF
- Les Projets d'urbanismes doivent être envoyés à GRTgaz

Edition graphique issue d'un plan de détail informatisé qui peut être modifiée sans préavis. Elle ne peut être ni reproduite ni communiquée à des tiers ni utilisée à des fins commerciales sans autorisation spécifique de GRTgaz. Cette édition et les informations qu'elle contient sont indicatives et ne sauraient permettre la réalisation de travaux à proximité du réseau de canalisations de GRTgaz ni de s'affranchir des dispositions prévues au code de l'environnement articles L.554 -1 à L.554-5 et R.554-1 à R.554-38.La durée de validité de la carte est de 3 mois à partir de la date d'impression.



[www.grtgaz.com](http://www.grtgaz.com)

SA au capital de 537 100 000 euros - RCS Nanterre 440 117 620

Servitude SUP1 :  
Zone du phénomène dangereux de référence majorant  
au sens de l'article R.555-39 du code de  
l'environnement.

Limite communale







POSTE DE LANDEVIEILLE	35	6
POSTE DE L'AIGUILLON SUR VIE	35	6
POSTE DE COMMEQUIERS	35	6

**Dans la SUP 1 – Zone de phénomène dangereux de référence majorant :**

- L'implantation d'IGH est soumise à autorisation ;
- L'implantation d'ERP est :
  - autorisée si < 100 personnes
  - autorisation subordonnée à analyse de compatibilité si capacité supérieure à 100 personnes

**Dans la SUP 2-3 – Zone de phénomène dangereux de référence réduite :**

- L'implantation d'IGH est interdite ;
- L'implantation d'ERP est interdite.